

# LSE Research Online

**[Robin Mansell](#)**

## Les imaginaires du numérique: ambiguïté, pouvoir et la question de l'agentivité

**Article (Published version)  
(Refereed)**

**Original citation:** Mansell, Robin (2017) *Les imaginaires du numérique: ambiguïté, pouvoir et la question de l'agentivité*. [Communiquer: Revue de communication sociale et publique](#), 20. pp. 29-39. ISSN 2368-9587  
DOI: [10.4000/communiquer.2245](https://doi.org/10.4000/communiquer.2245)

Reuse of this item is permitted through licensing under the Creative Commons:

© 2017 The Author  
CC BY-NC-ND 3.0

This version available at: <http://eprints.lse.ac.uk/86461/>  
Available in LSE Research Online: January 2018

LSE has developed LSE Research Online so that users may access research output of the School. Copyright © and Moral Rights for the papers on this site are retained by the individual authors and/or other copyright owners. You may freely distribute the URL (<http://eprints.lse.ac.uk>) of the LSE Research Online website.

## Communiquer

Revue de communication sociale et publique

20 | 2017

L'hégémonie à l'ère du tout numérique

---

# Les imaginaires du numérique : ambiguïté, pouvoir et la question de l'agentivité

Robin Mansell

Traducteur : Martin Lussier

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/communiquer/2245>

ISSN : 2368-9587

### Éditeur

Département de communication sociale et publique - UQAM

### Édition imprimée

Date de publication : 30 septembre 2017

Pagination : 29-39

### Référence électronique

Robin Mansell, « Les imaginaires du numérique : ambiguïté, pouvoir et la question de l'agentivité », *Communiquer* [En ligne], 20 | 2017, mis en ligne le 30 septembre 2017, consulté le 21 décembre 2017.

URL : <http://journals.openedition.org/communiquer/2245>

---

# communiquer

(La version originale en anglais suit.)

## Les imaginaires du numérique : ambiguïté, pouvoir et la question de l'agentivité<sup>1</sup>

**Robin Mansell, Ph. D.**

Professeure, Department of Media and Communications  
London School of Economics and Political Science, Royaume-Uni

---

### Résumé

Cette contribution s'intéresse à la fois aux dimensions de l'environnement numérique accordant du pouvoir et à celles limitant la capacité d'agir de l'agentivité individuelle et collective à façonner l'environnement médiatisé. La plupart du temps, la vie médiée par les technologies numériques diminue la capacité d'agir (*disempowering*) des citoyennes et citoyens en raison des asymétries de pouvoir attribuables au capitalisme global. Il serait cependant erroné de suggérer que la communication numériquement médiatisée les exploite toujours. En effet, les dynamiques de pouvoir dans le régime de gouvernance numérique en vigueur demeurent à comprendre. L'analyse de ces dynamiques suggère souvent que la participation en ligne coïncide avec une détérioration des choix offerts aux citoyennes et citoyens, mais des dynamiques contradictoires peuvent néanmoins donner lieu à des possibilités de prise de pouvoir, d'autonomisation et de choix des citoyennes et citoyens.

Mots-clés : gouvernance numérique, communication médiatisée, *empowerment*, pouvoir, Internet.

### Imaginaries of the Digital: Ambiguity, Power and the Question of Agency

#### Abstract

*This paper considers both the empowering and the disempowering features of the digital environment in relation to the scope for individual and collective agency to shape the mediated environment. Digitally mediated life is disempowering for citizens much of the time as a result of power asymmetries framed by global capitalism. It is misleading, however, to suggest that digitally mediated communication is always exploitative. It is argued that the power dynamics within the prevailing digital governance regime need to be understood. Analysis of these dynamics often suggests that online participation coincides with a deterioration in the choices available to citizens, but contradictory dynamics nevertheless may yield opportunities for citizen empowerment and choice.*

*Keywords: digital governance, mediated communication, citizen empowerment, power, Internet.*

---

1. Traduction par Martin Lussier, Ph. D., professeur au Département de communication sociale et publique, Université du Québec à Montréal.

« *What kind of world will be borne through the midwifery of our new and more powerful communications tools?* » (Smythe, 1950, p. 2.) Quel monde naîtra de nos nouveaux outils de communication ? C'est la question posée par l'économiste politique des communications Dallas Smythe à la société d'après-Deuxième Guerre mondiale. Comment les citoyennes et citoyens sont-ils affectés par leur environnement numérique ? Celui-ci leur accorde-t-il plus de pouvoir, limite-t-il leur pouvoir, ou croise-t-il ces deux tendances ? L'injustice et les inégalités sociales accompagnent l'intégration croissante du numérique dans nos vies. Si, pour certains, l'univers des technologies numériques serait tout sauf bénin ou innocent, et encore moins un espace d'*empowerment*, pour d'autres, il nous guiderait plutôt vers une société aux qualités quasi mystiques, associées à la sirène séduisante qu'est la sophistication computationnelle (Mansell, 2012). La compréhension de ces prétentions opposées suppose de s'attarder à la place de l'agentivité collective et individuelle dans la mise en forme de l'environnement médiatisé, c'est-à-dire à la possibilité, pour les citoyennes et citoyens, d'y faire des choix. Les atteintes aux droits et libertés fondamentaux à l'ère numérique sont-elles inévitables et omniprésentes dans un système capitaliste ? Dans cette contribution, je propose d'explorer les façons par lesquelles la médiatisation numérique de la vie des citoyennes et citoyens limite en effet le pouvoir de ces derniers. Cependant, nous ne pouvons pas négliger les possibilités qu'elle offre pour la prise de pouvoir citoyenne (Mansell, 2016). En effet, je suggère que de s'attarder simplement à l'exploitation attribuable à la présence du numérique dans nos vies peut être contre-productif, limitant, voire que cette exploitation peut faire obstacle à la prise de conscience des opportunités matérielles et symboliques que cet outil peut procurer, aussi marginales qu'elles puissent être.

Dans cette contribution, je propose un bref panorama de l'environnement numérique contemporain. Partant de la perspective de l'économie politique des communications, je propose par la suite quelques observations en m'attardant plus particulièrement à la notion d'*agentivité*. Dans la section suivante, je me penche sur différentes perspectives résumant des imaginaires contemporains entourant la relation entre la gouvernance et l'autorité à intervenir sur le marché numérique. Je me concentre particulièrement sur les contradictions qui émergent de l'inadéquation entre les comptes rendus théoriques de ces perspectives et leur application pratique. Cette discussion me permet par la suite d'explorer différentes avenues de recherche. Les résultats de celle-ci pourraient d'ailleurs nous aider à envisager un avenir numérique moins à la merci de la domination des pouvoirs étatiques et corporatifs que ne l'est le paysage numérique contemporain. La conclusion souligne l'importance d'aborder l'étude empirique du pouvoir et de l'agentivité avec une certaine ouverture d'esprit.

## **Le paysage numérique contemporain**

Le paysage des années 1950 décrit par Smythe était peuplé par les médias de masse et la télévision, un environnement numérique complètement différent de celui dans lequel la majorité de la population vivant dans les pays mieux nantis du nord connaît aujourd'hui. Seulement du côté de l'offre, nous comptons des fournisseurs web avec et sans-fils, des moteurs de recherche, de la vidéo en ligne, de l'hébergement web, des blogues et des médias sociaux, qui s'ajoutent aux médias traditionnels et les accompagnent. Ce paysage numérique est marqué par une concentration de plus en plus importante, pour laquelle Google joue un rôle central, au moins dans les pays européens, alors que les Amazon, YouTube, Facebook,

Yahoo!, eBay et Twitter sont systématiquement considérés dans la liste des dix principaux opérateurs de services.

L'ordre économique dominant est celui de la concentration des marchés. Le rôle du Big Data dans le développement de l'économie du web est grandissant, alors que les efforts considérables sont consentis à produire de la valeur économique depuis de grandes quantités de données. En effet, plusieurs grandes compagnies utilisent les données et le contenu générés par les utilisateurs afin d'agir en tant qu'orchestrateurs de marchés, ou *market makers* (Mansell, 2015). À cet effet, leur rôle est celui de *gatekeepers*, bloquant et contrôlant l'information en fonction de leurs modalités et de leurs conditions d'utilisations ainsi que de la législation en place en ce qui a trait à la protection de l'information, au droit d'auteur et à la surveillance. Ces marchés sont potentiellement lucratifs et ces compagnies ne se contentent pas d'orienter la circulation de l'information et font de même avec les capitaux : « *[they] do not just route traffic in the Internet, they also route money* » (Clark, Lehr et Bauer, 2011, p. 2).

Étant donné que les opérateurs de plateformes numériques se glissent entre les entreprises médiatiques traditionnelles, le public et les annonceurs (Latzner, Hollnbuchner, Just et Saurwein, 2014), des enjeux déjà importants pour les compagnies le sont encore plus pour les citoyennes et citoyens. La personnalisation des services en ligne et la plus grande diversité des produits disponibles sont en effet présentées aux citoyennes et citoyens (ou aux consommateurs) comme des bienfaits des plateformes numériques, alors qu'ils permettraient de mieux cibler et de commercialiser plus efficacement les biens de consommation et les services. Cependant, ce sont ces mêmes développements qui permettent également l'activisme social en ligne et améliorent l'accès à l'éducation.

Les analystes concentrent généralement leur attention sur les bénéfices économiques de ces développements du numérique. Tel qu'Harold Innis (2007) l'observe : « *obsession with economic considerations illustrates the dangers of monopolies of knowledge and suggests the necessity of appraising its limitation* » (p. 22). Cette observation suggère une critique implicite des analyses économistes et, plus particulièrement, de l'obsession qu'a le modèle économique néoclassique dominant envers la valeur d'échange des marchandises et la croissance de l'économie. Dans ce modèle, il est pris pour acquis que la prolifération des outils numériques et des plateformes en ligne accentue le pouvoir des consommateurs par la diversification et l'optimisation des choix. Les inégalités de pouvoir n'apparaissent pas dans le vocabulaire issu de ce modèle, hormis lorsque celui-ci s'intéresse à l'échec d'un marché partant d'une conception très limitée de celui-ci. Au contraire, les chercheurs critiques en communication sont beaucoup plus enclins à porter leur attention sur les asymétries dans les relations de pouvoir et leurs effets sur les inégalités sociales et économiques, partant de l'idée que les technologies ne sont « jamais innocentes » (Escobar 1995).

## **Les asymétries des relations de pouvoir et l'agentivité**

L'inévitabilité des asymétries dans les relations de pouvoir en cette ère numérique structurée par le capitalisme global induit-elle nécessairement que l'agentivité individuelle et collective sera compromise aussi longtemps que le système capitaliste moderne prévaudra? La perspective de l'économie politique de la communication met en lumière le caractère aliénant du capitalisme, bien que certaines analyses remettent en question le fait que l'exploitation soit nécessairement la résultante de l'asymétrie des relations de pouvoir. Suggérant que l'histoire est principalement un ensemble incertain de résultats plutôt qu'une progression régulière d'événements dans le temps liés par des relations de cause à effet, Innis souligne (1951) : « *history is not a seamless web but rather a web of which the warp and the woof*

*are space and time woven in a very uneven fashion and producing distorted patterns* » (p. xvi). La question, aujourd'hui, est de savoir si ces « *patterns* », ces configurations, ont pour fonction d'opprimer systématiquement les citoyennes et citoyens et de leur enlever du pouvoir. D'ailleurs, dans certains courants de la tradition de l'économie politique de la communication, le fait que les effets de ces configurations soient instables ou indéterminés est pris en considération. La relation entre le capitalisme en tant que système social et les différents ensembles d'idées qui en découlent n'y sont pas entièrement statiques (Garnham, 1986 ; Golding, 2000 ; Murdock, 2011 ; Williams, 1978).

Par exemple, Nicolas Garnham (1990) invite à éviter à tout prix les « *twin traps of economic reductionism and of the idealist automatization of the ideological level* » (p. 23). En prenant en considération la pensée d'Innis, cet avertissement suggère que l'analyse des asymétries dans les relations de pouvoirs qui traversent l'environnement numérique contemporain doit partir des relations ancrées dans des temps et des lieux précis, ainsi que de la possibilité que le processus de production et de consommation puisse, sous certaines conditions, subvertir le système capitaliste. Si, comme le souligne Garnham, il n'y a pas de coïncidences nécessaires entre le système capitaliste et ses résultats, l'analyse empirique des effets du capitalisme s'impose : « *there is no necessary coincidence between the effects of the capitalist process proper and the ideological needs of the dominant class* » (Garnham, 1990, p. 23). Évidemment, il y a un ensemble de limites et de déterminants qui assurent une certaine prédisposition à obtenir un résultat ou un effet plutôt qu'un autre. Raymond Williams (2009) le présente de cette manière : « Nous devons réévaluer la "détermination" dans le sens de la fixation de limites et de l'exercice de pressions, et non plus d'un contenu prédit, préfiguré et contrôlé » (p. 35.).

Selon cette tradition de l'économie politique, il est convenu que, dans certaines circonstances, des sujets relativement autonomes soient en mesure de tirer avantage de l'environnement technologique afin d'exploiter son potentiel émancipatoire. Dans cet ordre d'idées, Smythe (1963) notait que ces structures de production médiatique qui semblent aliénantes ne sont pas nécessairement fixées pour toujours, « *eternal or immune to change* » (p. 470). Malheureusement, cette approche nuancée du potentiel de changement et de la résistance aux structures de pouvoir qui prévalent est trop souvent négligée dans la tradition de l'économie politique de la communication.

L'approche inspirée des commentaires de Williams et Garnham suggère que les résultats ne sont pas nécessairement prévisibles, même lorsque nous reconnaissons que toute technologie est politique, que toutes les étapes dans leur production et dans leur consommation sont marquées par l'inégalité, que les technologies configurent leurs usagers et que les relations de pouvoir inégales « déterminent » la conduite des individus et les soumettent à une forme ou une autre d'oppression. C'est d'ailleurs cette imprévisibilité qui mène à l'ambiguïté de nos relations avec la technologie et la société. Alors que la dialectique du matériel et du symbolique, ou la « double articulation », organise les technologies numériques (Silverstone, 1999), l'incertitude offre un espace pour l'agentivité individuelle ou collective, c'est-à-dire pour le choix.

La notion de *choix* est abordée dans le paradigme néolibéral où elle y est bien souvent tenue pour acquise. Cependant, dans le contexte de l'analyse de l'interaction en ligne et de son potentiel pour l'autonomisation des citoyennes et citoyens, la notion de *choix* est affectée par les circonstances changeantes qui émergent et qui font que celui-ci « ne peut rester indifférent aux vies que mènent réellement les gens » (Sen, 2010, p. 44). Si nous tenons pour acquis, tel que le propose Amartya Sen, que le capitalisme présente un potentiel d'agentivité individuelle et collective, en plus de l'imprévisibilité présentée et défendue par certains courants de l'économie politique des communications, porter attention aux

possibilités et aux moyens offerts, ou qui devraient être offerts aux citoyennes et citoyens, à l'ère numérique devient concevable. Par exemple, quelles conditions et quels modèles inégaux du développement numérique pourraient être cohérents avec la liberté d'accès aux services en ligne, la liberté d'expression ou celle d'interprétation des contenus numériques de manière à permettre aux citoyennes et citoyens de construire des vies significatives ?

Dans la mesure où le capitalisme est avant tout fondé sur l'exploitation au sein d'un ordre néolibéral tendant à désavantager la majorité au profit d'une minorité, où devrions-nous chercher la possibilité d'une prise de pouvoir des citoyennes et citoyens dans l'environnement numérique contemporain ? Si l'accès au contenu numérique et la possibilité de rechercher, d'envoyer et de recevoir de l'information permettent de bonifier la diversité des choix possibles pour les citoyennes et citoyens, l'identification et le développement des conditions nécessaires à l'exercice de leur agentivité sont envisageables. Pour ce faire, il est essentiel de comprendre à la fois, à l'échelle macro, les conditions structurantes du capitalisme et, à l'échelle micro, l'expérience concrète de la vie médiatisée des citoyennes et citoyens. À cela s'ajoute cependant la compréhension des règles formelles (telles que les législations) et informelles qui configurent les dispositifs de gouvernance, de manière à évaluer leur contribution à l'autonomisation individuelle et collective dans l'espace numérique.

### **Des ensembles d'idées sur la gouvernance numérique**

Entreprendre ce type d'analyse, dans la tradition de l'économie politique des communications présentée ici, implique que l'on pose un regard sur les institutions de gouvernance telles qu'elles sont imaginées et mises en pratique, c'est-à-dire autant dans leurs dimensions symboliques que matérielles.

En ce qui a trait aux dimensions symboliques, Charles Taylor (2002) a développé le concept d'*imaginaire social*, qui permet de rendre compte des conceptions sous-jacentes, des « *deeper normative notions and images* » (p. 106), qui sont invoquées par les personnes lorsqu'elles tentent d'expliquer comment les choses se passent entre elles. En ce sens, comprendre comment les choses sont dites se passer implique la prise en compte des imaginaires sociaux invoqués dans différents modèles de gouvernances et des façons par lesquelles ceux-ci viennent à incarner un ordre moral qui nous assigne « *[the] rights and obligations we have as individuals in regard to each other* » (Taylor, 2002, p. 93).

De tels imaginaires sociaux nous indiquent de manière générale où se trouve l'autorité dans un monde où les citoyennes et citoyens font des choix sur la manière dont ils vivent leur vie. C'est une façon de concevoir ce que Garnham (1990) évoque lorsqu'il nous invite à repenser les « ensembles d'idées » contrastés dans le système capitaliste. Chaque ensemble d'idée suggère une manière de situer l'agentivité dans l'environnement médiatisé par les technologies numériques. Nous sommes en mesure d'identifier trois différents ensembles d'idées et d'imaginaires sociaux qui sont inscrits dans les pratiques de gouvernance et de faire ressortir leurs contradictions internes.

Le premier et le plus prégnant de ces ensembles d'idées est le modèle de *la diffusion des technologies dictée par le marché (market-led technology diffusion model)*. Au cœur de celui-ci, l'évolution et les changements technologiques dans l'environnement numérique sont conçus comme imprévisibles. À cela s'ajoute l'absence de toute intervention humaine dans le marché, sous prétexte que cela augmenterait le risque d'effets imprévisibles, alors qu'un marché non régulé créerait des conditions optimales de croissances de la production et de la consommation de données numériques. Cet ensemble d'idées pose ainsi que le caractère imprévisible et la complexité du marché rendrait toute intervention

irresponsable. La répartition inégale des biens et des ressources y est conçue comme allant de soi, alors que leur redistribution – que ce soit en matière d'information, d'argent, ou de savoir-faire – au nom de la justice ou de l'équité est extérieure au cadre imposé. Dans cet ensemble d'idées, toute croissance du marché de l'information ou des médias est considérée comme étant émancipatrice et autonomisante. Les économistes suggèrent régulièrement que les propriétaires de plateformes numériques ont tendance à vendre leurs produits à des prix « *higher than is socially desirable* » (Evans et Shmalansee, 2013, p. 12) et remarquent parfois que cela redistribue le surplus provenant des consommateurs vers les propriétaires. Dans cette perspective, les « *rights and obligations we have as individuals in regard to each other* » (Taylor, 2002, p. 93) ne sont pas pris en compte. Lorsque les changements et l'évolution des technologies dans le monde privent les citoyennes et citoyens de pouvoir, cet ensemble d'idées n'a pas de réponse à proposer. L'autorité et le pouvoir restent dans la main invisible du marché, alors que la croissance des contenus médiatiques, dont témoignent la quantité de sites web ou de services numériques disponibles pour les citoyennes et citoyens, est présentée comme un indice de l'émancipation des consommateurs, alors qu'elle ne permettrait pas leur pleine prise de pouvoir au sens de Sen (2010).

Le deuxième ensemble d'idées se trouve à être une variation du premier, c'est-à-dire un modèle *de diffusion menée par l'État et le marché (state and market-led diffusion model)*. Dans ce modèle, l'imaginaire social pose que l'intervention de l'État sur le marché est essentielle si l'on veut maximiser le bien-être des citoyennes et citoyens pour que les « *rights and obligations we have as individuals in regard to each other* » (Taylor, 2002, p. 93) soient respectés. Cet ensemble d'idées pose que les marchés ne sont pas libres et que le monde ne serait pas sécuritaire. L'État y agit en tant que protecteur des libertés individuelles (liberté d'expression, protection de la vie privée, etc.), mais celles-ci peuvent aussi être limitées pour s'attaquer à des menaces tels le terrorisme et le piratage en ligne, par exemple. Dans cet ensemble d'idées, il n'y a pas de place pour l'agentivité collective citoyenne. L'État demande aux entreprises de fournir toute trace d'activité en ligne aux agences de sécurité, alors que les technologies numériques sont mobilisées de manière symbolique et souvent matérielle comme armes utiles aux institutions pour produire un sentiment de sécurité (Mueller, 2014). Dans cet ensemble d'idées, la gouvernance relève de politiques étatiques qui ont des visées essentiellement curatives (Mansell, 2012). Par exemple, ces visées curatives peuvent parfois s'incarner dans des structures pour protéger les jeunes plus vulnérables au contenu en ligne, des codes de conduites afin de protéger les internautes contre le vol d'identité, ou encore des mesures visant à éliminer des contenus inappropriés. Ces défauts du marché qui font l'objet de politiques étatiques sont présentés comme des enjeux qui pourront éventuellement être pris en charge par l'accélération des changements technologiques. Dans cet ensemble d'idées, l'adaptation au changement est le seul choix possible, alors que l'autorité est détenue par les entreprises ou l'État, faisant de la prise de pouvoir par les citoyennes et citoyens une impossibilité.

Enfin, le troisième ensemble d'idées repose sur un modèle concevant *le rôle des médiations numériques dans la générativité des biens communs collaboratifs (digital mediation in generative collaborative commons)*. Celui-ci est marqué par un imaginaire social où garantir « *rights and obligations we have as individuals in regard to each other* » (Taylor, 2002, p. 93) revient à la société civile et aux divers membres des communautés techniques, notamment grâce à une gouvernance générée dans des relations effectives de collaboration pair-à-pair (*peer to peer*), principalement horizontales, au sein du commun (Benkler et Nissenbaum, 2016). Les plateformes médiatiques en libre accès (telle que OpenStreetMap) sont considérées comme étant autonomisantes pour des groupes et les communautés en ligne. Les personnes s'y rassemblent et s'y retrouvent par une participation



non commerciale, alors que l'agentivité individuelle et collective peut y prendre la forme de protestations sociales ou même de manifestations.

Cet ensemble d'idées donne souvent naissance à des analyses tentant de comprendre comment et pourquoi les usagers contribuent en ligne, ce qu'ils y écrivent ou diffusent, les blogues auxquels ils s'abonnent ou les sites web qu'ils consultent. Ces analyses suggèrent fréquemment que ces pratiques d'engagement en ligne ont une valeur émancipatrice et autonomisante pour les citoyennes et citoyens. Le fait que les ressources numériques utilisées soient gérées par des intérêts commerciaux ou en soient la propriété n'y est pas un enjeu, contrairement à l'utilisation qui en est faite. Dans certaines variations de cet ensemble d'idées, la propriété des ressources numériques importe et les luttes citoyennes sont comprises comme se déplaçant vers le *dark web* afin d'échapper à la surveillance et à la marchandisation. L'autorité est dans les mains des usagers, des professionnels du numérique et des groupes d'intérêts. Ce modèle conçoit le changement technologique comme émergent et propose qu'il soit possible de créer les conditions favorables au développement d'une plus grande équité entre les citoyennes et citoyens grâce à l'utilisation émancipatrice des technologies numériques.

L'intérêt de porter attention au potentiel d'*empowerment* au sein de l'environnement numérique par le choix ou la liberté de choisir (au sens de Sen) réside dans le fait qu'aucun des ensembles d'idées et des imaginaires sociaux présentés précédemment ne prend en considération les contradictions qui surgissent dans la pratique. L'économie politique de la communication les met cependant de l'avant en reconnaissant la contingence propre au capitalisme : « *there is [...] no necessary coincidence between the effects of the capitalist process proper and the ideological needs of the dominant class* » (Garnham, 1990, p. 23). Chacun de ces ensembles d'idées demeure ambigu devant la structure et le fonctionnement de l'autorité, où celle-ci se situe et si elle permet l'autonomisation ou opprime les citoyennes et citoyens.

Les pratiques de gouvernance qui se sont institutionnalisées au sein de chacun de ces ensembles d'idées ne coïncident pas toujours avec les imaginaires sociaux idéaux qui en sont au cœur. Par exemple, dans le premier ensemble d'idées, l'agentivité des consommateurs, s'incarnant dans la forme du choix, est conçue comme ce qui rendrait possible l'égalité et la justice. Cependant, en pratique, des intérêts privés, des États ainsi que des coalitions citoyennes interviennent constamment par leurs institutions, limitant l'effet autonomisant des choix des consommateurs. Dans le second ensemble d'idées, les institutions étatiques sont décrites comme les garantes de l'égalité, de la justice et de la sécurité des citoyennes et citoyens. En pratique, cependant, elles abrogent constamment les droits et limitent les libertés citoyennes.

Même s'il est celui qui est le plus fortement lié à l'autonomisation des citoyennes et citoyens, le troisième ensemble d'idées n'est pas préservé de toute contradiction. Au contraire, les environnements numériques en libre accès et les formes de prise de pouvoir citoyenne qu'ils favoriseraient sont le fruit du travail d'une élite du savoir, incluant notamment des programmeurs, des développeurs web ainsi que, bien souvent, des activistes provenant de mouvements sociaux. Ce sont les membres de cette élite hautement qualifiée qui rendent possibles et contrôlent le « sens et [...] la signification linguistique, et [les] réseaux de communication » (Hardt et Negri, 2001, p. 485). De plus, les études empiriques démontrent que les relations de pouvoir asymétriques apparaissent tout autant dans de tels espaces communs d'échange entre pairs (*peer-to-peer*) (Asmolov, 2015 ; Berdou, 2011). De manière cohérente avec l'histoire de la communication médiatique, l'un des enjeux est à qui revient la responsabilité de s'assurer de l'imputabilité envers les citoyennes et citoyens

de ces « *electronic monks* » que représentent les membres de cette nouvelle élite (Melody, 1994).

Dans cet ensemble d'idées, la possibilité qu'offre le numérique pour l'action collective auto-organisée cache souvent les relations de pouvoir inégales qui réapparaissent dans le commun. Les initiatives numériques en libre accès sont décrites comme des actions qui assurent l'agentivité de la population en lui donnant des outils qui permettraient de faire des choix éclairés. Par exemple, des plateformes de réseaux socionumériques rendent l'utilisation des outils numériques accessible à toutes et tous de manière à rendre disponibles des données qui pourraient permettre d'autonomiser les citoyennes et citoyens. Ainsi, des programmes de soutien en cas de désastre ou de crise peuvent tenter de redonner une place importante aux citoyennes et citoyens en les encourageant à utiliser leurs caméras numériques afin de cartographier collectivement les dangers sanitaires ou environnementaux. Cependant, les recherches empiriques portant sur de telles initiatives montrent que même celles qui ne sont pas le fait d'institutions ou d'acteurs commerciaux peuvent limiter l'agentivité citoyenne, alors que les formats qu'elles imposent pour organiser l'information se traduisent difficilement dans des pratiques localisées (Mansell, 2013; Mansell et Tremblay, 2013). Au cœur de cet ensemble d'idées, concevant le rôle des médiations numériques dans la génération d'un commun collaboratif, des contradictions émergent de la subversion des caractéristiques ostensiblement collaboratives relevant de l'*empowerment* par des instances de financement, des membres bien intentionnés de la société civile ou encore des stratégies commerciales visant à en faire des initiatives économiquement viables.

Ainsi, en pratique, les trois ensembles d'idées se croisent sur plusieurs enjeux. Produits par des distorsions entre des imaginaires sociaux idéalisés et les pratiques de gouvernance qui s'y sont institutionnalisées, les ensembles d'idées sont traversés par des contradictions qui soulignent que, dans les limites du capitalisme global, l'autorité de gouverner est elle-même contradictoire. De même, la cohabitation au sein du même environnement numérique de caractéristiques autonomisantes d'un côté et, de l'autre, aliénantes suggère que ces ensembles d'idées sont toujours traversés par des tensions et des contradictions.

## Implications pour la recherche

Ces observations concernant les trois ensembles d'idées et les contradictions qui les traversent offrent l'opportunité de mieux comprendre les ambiguïtés inhérentes aux différentes formes ou différents dispositifs de gouvernances au sein de sociétés fortement numérisées. Elles invitent à mettre en lumière les contradictions traversant les « *rights and obligations we have as individuals in regard to each other* » qui s'incarnent autant par des pratiques symboliques que matérielles de gouvernance à l'ère du numérique. Afin d'y arriver, une approche consiste à prendre en considération le continuum des formes contrastées de l'autorité gouvernante ou de la gouvernance (Mansell, 2013).

Situées à l'une des extrémités du continuum, les institutions d'élite (corporatives et gouvernementales) tendent à favoriser un système où l'autorité est installée d'emblée, c'est-à-dire une autorité hiérarchisée et structurée qui, généralement, n'accorde pas de pouvoir aux citoyennes et citoyens. Cette tendance s'incarne en particulier dans les pratiques mises en place par ceux qui privilégient les deux premiers ensembles d'idées présentés. Il est toutefois intéressant de noter que l'autorité hiérarchisée et structurée est également présente dans le troisième ensemble d'idées alors que certaines de ces institutions d'élite s'impliquent dans le contrôle des activités numériques de communautés de partage en ligne.

Dans de tels cas, les citoyennes et citoyens peuvent, par exemple, être considérés comme des amateurs et se voir retirer toute autorité et tout pouvoir décisionnel.

À l'autre extrémité du continuum se retrouve l'autorité générative ou adaptative, une forme typique d'autorité ascendante (*bottom-up*) au sein des communautés numériques libres qui se constituent et coopèrent en dehors de l'influence d'intérêts commerciaux ou étatiques, ou sans direction centralisée. En pratique, cependant, lorsqu'on s'éloigne de l'imaginaire social pour fixer notre attention sur les pratiques qui se sont effectivement institutionnalisées, nous constatons généralement que des relations aux pratiques formelles de gouvernance ou aux marchés dans certains secteurs organisent et limitent les choix disponibles aux citoyennes et citoyens en tant qu'usagers ou producteurs de contenus en ligne. Ainsi, l'environnement numérique favorise des combinaisons inédites des trois ensembles d'idées présentés dans cette contribution, faisant en sorte que chaque contexte propose sa propre articulation de relations d'autorité contrastées. Charlotte Hess et Elinor Ostrom (2007) soulignent en ce sens que même des espaces de prise de pouvoir et de valorisation de l'agentivité des citoyennes et citoyens, comme le « commun » numérique, peuvent avoir des effets contradictoires au sein des activités collaboratives. Ces activités, qu'elles soient en ligne ou hors ligne, peuvent produire des résultats « *positive or negative or somewhere in between* » (Hess et Ostrom, 2007, p. 13), selon l'organisation des rapports de pouvoir qui opèrent au sein d'un régime de gouvernance donné.

## Conclusion

Il serait erroné d'insinuer que les communications médiatisées par les technologies numériques sont totalement aliénantes ou, au contraire, fondamentalement libératrices. Ce que sont ces espaces de communication est conditionné par les nouvelles façons dont l'autorité est articulée au sein du monde des normes et des règles institutionnalisées et de leur déploiement. Ceci indique que les chemins menant aux formes idéalisées de gouvernance ne sont pas encore tracés. Malgré la nécessaire reconnaissance que les configurations changeantes des relations de pouvoir permettent parfois l'émergence d'opportunités autonomisantes (*empowering*), même au sein du capitalisme, les recherches sur la communication et les médias gagneraient à se concentrer sur les configurations de l'autorité, qui sont les plus à même de stimuler de telles opportunités. L'étude à la fois des institutions de l'autorité constituée, hégémonique ou descendante (*top down*) et celles de l'autorité générative (*bottom up*) permettrait de mieux identifier les moments contradictoires où ces formes d'autorité permettent aux citoyennes et citoyens de faire des choix plus significatifs dans le sens suggéré précédemment par Sen.

Il est aussi important d'approfondir les recherches portant sur les façons dont le capitalisme structure de façon aliénante les environnements numériques et sur la manière dont les sujets y sont constitués par leur immersion dans des services en ligne qui dépendent d'algorithmes et d'analyses de données sophistiquées (Napoli, 2014), par exemple. Or une image plus riche de l'enchevêtrement de régimes institutionnels gouvernant les environnements numériques tout comme de leurs contradictions est nécessaire. L'étude de l'économie politique de ces institutions formelles et informelles de gouvernance des environnements numériques permet notamment de comprendre comment des relations de pouvoir peuvent émerger et reproduire des rapports asymétriques et des injustices, mais également comment ces relations sont parfois remise en question avec des effets imprévisibles et potentiellement autonomisants.

Harold Innis le répétait : la complexité mène à la confusion. En ce sens, la complexité de l'ère numérique amène son lot d'incertitudes et d'imprévisibilités, en particulier lorsque

les ensembles d'idées et d'imaginaires sociaux s'imbriquent de façons inattendues. Toute réponse possible à la question de Smythe (1950) citée en introduction, qui demande quel genre de monde est produit par le développement des outils de communications, appel à la compréhension de ces régimes de gouvernance confus et contradictoires, qui sont tout à la fois des plateformes d'agentivité et des outils d'oppressions des citoyennes et citoyens.

En tant que chercheurs critiques en études médiatiques, nous nous devons de mettre en évidence les diverses caractéristiques contradictoires et changeantes de l'autorité telle qu'elle se déploie dans les formes contrastées de gouvernance numérique. En effet, une bonne partie des débats entourant l'*empowerment* des citoyennes et citoyens peut être comprise comme le récit en contrepoint de l'industrialisation et du capitalisme : « *a cover story for modern industrialism in motion* » (Smythe, 1985, p. 436). La participation en ligne coïncide bien souvent avec la détérioration des choix disponibles aux citoyennes et citoyens dans leurs usages des médias. Alors que cette tendance limite leur agentivité, d'autres opportunités émergent des dynamiques contradictoires de gouvernance et permettent une prise de pouvoir citoyenne tout comme l'accroissement de la diversité des choix possibles.

Si le fruit de nos recherches nous permet d'identifier les dynamiques institutionnelles contradictoires au travers desquels le potentiel d'agentivité citoyenne est facilité, compris comme le développement d'espaces pour des choix qui ne sont pas « indifférent[s] aux vies que mènent réellement les gens » (Sen, 2010, p. 44), ces résultats pourraient commencer à s'immiscer à leur tour dans de futurs imaginaires sociaux. L'intervention académique dans le monde de la gouvernance numérique pourrait ainsi participer à poser les bases de systèmes qui seraient plus équitables et justes qu'ils ne le sont en ce moment.

## Références

- Asmolov, G. (2015). Vertical Crowdsourcing in Russia: Balancing Governance of Crowds and State–Citizen Partnership in Emergency Situations. *Policy & Internet*, 7(3), 292-318.
- Benkler, Y. et Nissenbaum, H. (2006). Commons-based Peer Production and Virtue. *Journal of Political Philosophy*, 14(4), 394-419.
- Berdou, E. (2011). *Organization in Open Source Communities: At the Crossroads of the Gift and Market Economies*. New York, NY : Routledge.
- Clark, D., Lehr, W. et Bauer, S. (2011). *Interconnection in the Internet: The Policy Challenge*. Communication présentée à la 39<sup>th</sup> Research Conference on Communication, Information and Internet Policy, Arlington. Repéré à [http://www.researchgate.net/publication/228166629\\_Interconnection\\_in\\_the\\_Internet\\_The\\_Policy\\_Challenge](http://www.researchgate.net/publication/228166629_Interconnection_in_the_Internet_The_Policy_Challenge)
- Escobar, A. (1995). *Encountering Development: The Making and Unmaking of the Third World*. Princeton, NJ : Princeton University Press.
- Evans, D. S. et Schmalensee, R. (2013). *The Antitrust Analysis of Multi-Sided Platform Businesses*. NBER Working Paper 18783. Repéré à <http://www.nber.org/papers/w18783>
- Garnham, N. (1986). Contribution to a Political Economy of Mass-Communication. Dans R. Collins, J. Curran, P. Scannell, P. Schlesinger et C. Sparks (dir.), *Media, Culture and Society: A Critical Reader* (p. 9-32). Londres, Angleterre : Sage Publications.
- Garnham, N. (1990). Contribution to a Political Economy of Mass Communication. Dans F. Inglis (dir.), *Communication: Global Culture and the Economics of Information*. Nicholas Garnham (p. 20-55). Londres, Angleterre : Sage Publications.
- Golding, P. (2000). Forthcoming Features: Information and Communications Technologies and the Sociology of the Future. *Sociology*, 34(1), 165-184.

- Hardt, M. et Negri, A. (2000). *Empire*. Paris, France : Exils.
- Hess, C. et Ostrom, E. (dir.) (2007). *Understanding Knowledge as a Commons: From Theory to Practice*. Cambridge, MA : MIT Press.
- Innis, H. A. (2007[1950]). *Empire and Communications*. Lanham, MD : Rowman & Littlefield.
- Innis, H. A. (1951). *The Bias of Communication*. Toronto, Ontario : University of Toronto Press.
- Latzer, M., Hollnbuchner, K., Just, N. et Saurwein, F. (2014). *The Economics of Algorithmic Selection on the Internet (Working Paper)*. Repéré à [http://www.mediachange.ch/media/pdf/publications/Economics\\_of\\_algorithmic\\_selection\\_WP.pdf](http://www.mediachange.ch/media/pdf/publications/Economics_of_algorithmic_selection_WP.pdf)
- Mansell, R. (2012). *Imagining the Internet: Communication, Innovation and Governance*. Oxford, Angleterre : Oxford University Press.
- Mansell, R. (2013). Employing Crowdsourced Information Resources: Managing the Information Commons. *International Journal of the Commons*, 7(2), 255-277.
- Mansell, R. (2015). The Public's Interest in Intermediaries. *Info*, 17(6), 8-18.
- Mansell, R. (2016). Power, Hierarchy and the Internet: Why the Internet Empowers and Disempowers. *The Global Studies Journal*, 9(2), 19-25.
- Mansell, R. et Tremblay, G. (2013). *Renewing the Knowledge Societies Vision for Peace and Sustainable Development*. Paris, France : UNESCO.
- Melody, W. H. (1994). Electronic Networks, Social Relations and the Changing Structure of Knowledge. Dans D. N. Crowley et D. Mitchell (dir.), *Communication Theory Today* (p. 254-273). Stanford, CA : Stanford University Press.
- Mueller, M. L. (2014, 19 février). Do the NSA Revelations Have Anything to Do with Internet Governance?. *Internet Governance Project*. Repéré à <http://www.internetgovernance.org/2014/02/19/do-the-nsa-revelations-have-anything-to-do-with-internet-governance/>
- Murdock, G. (2011). Political Economies as Moral Economies: Commodities, Gifts, and Public Goods. Dans J. Wasko, G. Murdock et H. Sousa (dir.), *The Handbook of Political Economy of Communications* (p. 13-40). New York, NY : Blackwell-Wiley.
- Napoli, P. M. (2014). Automated Media: An Institutional Theory Perspective on Algorithmic Media Production and Consumption. *Communication Theory*, 24(3), 340-360.
- Sen, A. (2010). *L'idée de justice*. Paris, France : Flammarion.
- Silverstone, R. (1999). *Why Study the Media?*. Londres, Angleterre : Sage Publications.
- Smythe, D. W. (1950). Television and Its Educational Implications. *Elementary English*, 27(Jan.), 41-52.
- Smythe, D. W. (1963). Mass Media and the Cold War. *Liberation*, 8(10), 18-23.
- Smythe, D. W. (1985). Review Article: One Canadian Perspective. Clear Across Australia. *Prometheus*, 3(2), 431-453.
- Taylor, C. (2002). Modern Social Imaginaries. *Public Culture*, 14(1), 91-124.
- Williams, R. (1978). *Television: Technology and Cultural Form*. Londres, Angleterre : Fontana.
- Williams, R. (2009[1973]). Base et superstructure dans la théorie culturelle marxiste. *Culture et matérialisme* (p. 31-58). Montréal, Québec : Lux Éditeur.